



# UNE NOUVELLE POLITIQUE DE LA **JEUNESSE** POUR LA TUNISIE

Edition Juin 2023

Publié par : **La fondation Heinrich Böll, Tunisie**

Titre: Une nouvelle politique de la jeunesse pour la Tunisie

Licence: **CC BY-SA 4.0** 

Date de publication : Juin 2023

L'ouvrage est téléchargeable sur **Sharek-tn.org**

# Sommaire

<b>INTRODUCTION</b>	<b>4</b>
1 . CONTEXTE	4
2 . OBJECTIFS DE CE DOCUMENT	5
3 . QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE ?	6
4 . POUR UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE AXÉE SUR LA JOUISSANCE ET L'EXERCICE PLEIN ET DURABLE DES DROITS PAR LES JEUNES	7
<b>DROIT À LA PARTICIPATION</b>	<b>9</b>
1 . CONSTAT ET ANALYSE	9
2 . RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	10
<b>DROITS DES GÉNÉRATIONS FUTURES – L'ENVIRONNEMENT</b>	<b>13</b>
1 . CONSTAT ET ANALYSE	13
2 . RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	14
<b>LE DROIT À L'ÉDUCATION</b>	<b>17</b>
1 . CONSTAT ET ANALYSE	17
2 . RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	18
<b>DROITS DE LA JEUNE FEMME FACE À LA VIOLENCE SOCIALE</b>	<b>21</b>
1 . CONSTAT ET ANALYSE	21
2 . RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	21
<b>DROIT AU TRAVAIL ET AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL</b>	<b>24</b>
1 . CONSTAT ET ANALYSE	24
2 . RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	25
<b>DROIT À LA DIGNITÉ ET À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE LORS DES POUR- SUITES POLICIÈRES</b>	<b>27</b>
1 . CONSTAT ET ANALYSE	27
2 . RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS	28



# Introduction

Multiplés sont les définitions de « la jeunesse ». Ces définitions sont basées sur un ensemble de critères qui marquent le passage de l'individu de l'adolescence à l'âge adulte.

Les Nations Unies définissent l'âge d'un jeune entre 15 et 24 ans. Selon la loi finlandaise (2006), un jeune est âgé de 0 à 29 ans<sup>1</sup>. De même, selon la charte africaine de la jeunesse, signée par la Tunisie, l'âge d'un jeune est compris entre 15 et 35 ans. À cet égard, l'élargissement de la tranche pourrait s'expliquer par des raisons culturelles ou par une plus longue durée nécessaire pour qu'un jeune puisse atteindre son autonomie économique. Cette dernière constitue un élément clé de la phase adulte.

Si nous considérons la tranche d'âge 15-35 ans, les jeunes représenteraient près d'un tiers de la population en Tunisie. Cette tranche d'âge a été massivement à l'avant-garde de la révolution tunisienne et a porté haut et fort le message révolutionnaire : « Travail, liberté et dignité ». La Révolution a déclenché un processus de transition démocratique, apportant aux Tunisiens des élections libres, la jouissance et l'exercice d'un certain nombre de droits et de libertés, telles que les libertés d'expression, de constitution des partis politiques, d'associations, etc... Ceci dit, nombreux sont les jeunes qui expriment leur mécontentement de la non-concrétisation de ce message révolutionnaire.

## 1 . CONTEXTE

La Tunisie traverse une période de turbulences économiques prolongées depuis la révolution de 2011. Le taux d'inflation annuel s'exprimait en deux chiffres avant qu'il n'atteint en janvier 2024 les 7,8%, soit le taux le plus bas depuis mai 2022<sup>2</sup>.

Malgré une légère baisse à 16,2% fin 2022, le taux de chômage national reste très élevé. Le chômage touche de manière disproportionnée les femmes (23,2%) et les jeunes. Près de 40% des 15-24 ans sont au chômage<sup>3</sup>, un terreau propice à la frustration sociale. Faute d'opportunités dans le secteur formel, 44,8% des travailleurs (38,3% hors agriculture) ont rejoint l'économie informelle en 2019, généralement précaire et non réglementée. Cette situation touche particulièrement les jeunes.<sup>4</sup>

La Tunisie a recouru d'une manière récurrente et accrue aux crédits octroyés pour l'essentiel par les organisations financières internationales afin de couvrir les dépenses pu-

<sup>1</sup> <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/624e58e4-fr/index.html?itemId=/content/component/624e58e4-fr>

<sup>2</sup> Trading Economics. (2024). Tunisia Inflation Rate (CPI). Disponible sur : <https://fr.tradingeconomics.com/tunisia/inflation-cpi>

<sup>3</sup> Institut National de la Statistique (INS) Tunisie - Indicateurs de l'emploi et du chômage T4 2022

<sup>4</sup> INS Tunisie - Enquête nationale sur l'emploi informel 2019

bliques, notamment celles relatives aux rémunérations des agents publics, et ce, au détriment des dépenses en matière d'investissements (surtout dans les secteurs de santé, de l'éducation et des infrastructures). Cette situation a conduit à une forte augmentation du taux d'endettement extérieur du pays.<sup>5</sup>

Sur la base de ces quelques données, ce document part du constat qu'il existe en Tunisie un certain nombre de politiques ayant pour objectif d'améliorer la situation de la jeunesse, mais celles-ci restent éparpillées. En outre, les jeunes ne sont pas régulièrement et constamment consultés dans la mise en place et le suivi des politiques qui les concernent.<sup>6</sup> Ce document se propose de suivre une approche qualitative fondée sur les droits humains dans l'élaboration d'une politique de la jeunesse. Cette approche est d'ailleurs retenue par les instances internationales (l'ONU en particulier) et rappelée par les objectifs de développement durable (ODD).

## 2 . OBJECTIFS DE CE DOCUMENT

L'objectif de ce document est d'offrir une vision humaniste dans l'élaboration du contenu de la politique de jeunesse. Pour se faire, la démarche suivie consistant à recueillir les suggestions et les idées des jeunes de quatre régions de la Tunisie (Bizerte, Grand Tunis, Kasserine et Sfax) et des différents acteurs de la société tunisienne afin de les remonter aux décideurs politiques tunisiens, notamment le ministère de la Jeunesse et les autres ministères et organes concernés par des sujets liés à la jeunesse.

- **Par son objet**, ce document se focalise sur un certain nombre de droits en raison de leur connexité étroite avec les jeunes (même si tous les droits humains les concernent) et de leur impact direct sur eux. Ses chapitres sont tous liés les uns aux autres, au point que les recoupements ne sauraient être évités. Ce document tient compte ainsi de l'intersection et de l'imbrication de tous les domaines qui ne doivent pas être analysés d'une manière isolée et non croisée.
- **Pour ses perspectives**, ce document fera l'objet d'une mise à jour régulière. En plus des jeunes qui participent aux activités du projet « Sharek ! / Participe ! », des jeunes d'autres régions du pays et des membres de diverses organisations de la société civile tunisienne, ainsi que des experts, des décideurs locaux et d'autres personnes sont invités à l'enrichir et rejoindre les jeunes du projet. À ce niveau, ce document a été produit en collaboration avec les jeunes du projet « Gagne ta vie » (2019-2022) et avec des partenaires de la société civile tunisienne.
- **A qui ce document est-il destiné ?** Il s'adresse aux acteurs publics. Il s'agit, en premier

<sup>5</sup> Selon la Banque Mondiale, la dette publique a passé de 72 % du PIB en 2019 à 87 % en 2020, bien au-delà de l'indice de référence du fardeau de la dette des marchés émergents, établi à 70 % du PIB. <https://www.banquemondiale.org/fr/country/tunisia/overview#1>

<sup>6</sup> OCDE, Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie, programme MENA-OCDE pour la gouvernance, février 2018.

lieu du ministère de la jeunesse et des sports chargé de l'établissement et de l'exécution de la politique de la jeunesse. Il en est aussi des autres ministères, tels que les ministères de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, de l'emploi et de la formation professionnelle, qui partagent des responsabilités différentes. Outre ces structures centralisées, les réseaux de maisons de jeunes ainsi que les maisons de culture sont impliqués dans la mise en œuvre de la politique de la jeunesse et sont appelés à s'adapter aux besoins évolutifs des jeunes.

### **3 . QU'EST-CE QUE LA POLITIQUE DE LA JEUNESSE ?**

La politique de la jeunesse vise à améliorer la réalité. Elle aspire à promouvoir le développement des jeunes en tant que personnalités indépendantes, capables de mener une vie autonome et responsable, d'utiliser leurs potentiels productifs et créatifs pour leur engagement communautaire et social. La politique de la jeunesse vise également à aider les jeunes à faire face aux exigences de la phase de vie « jeunesse » et au passage à la vie adulte par la structuration du lien social et du dialogue entre les générations.

La politique de la jeunesse ne peut donc pas être définie de manière définitive, mais doit être décrite par ses objectifs et ses voies. Son élaboration et sa mise en œuvre doit reposer sur :

- Premièrement, la prise en compte des besoins et des préoccupations des jeunes eux-mêmes. L'objectif est de concevoir une politique concertée avec les jeunes et non une politique décrétée par les adultes pour les jeunes. Elle est la construction collective la plus démocratique possible qui considère les jeunes, eux-mêmes, comme acteurs porteurs de savoir et de compétences.
- Deuxièmement, la politique de la jeunesse ne peut être limitée à un seul domaine. Au contraire, la jeunesse, tout comme le genre, traverse tous les domaines (par exemple, la santé, l'éducation, le travail, etc.). La globalité de la politique de jeunesse est une conséquence logique de la transversalité des droits qui concernent les jeunes.

Dans la même lignée, les autres politiques publiques doivent être sensibles à la jeunesse à travers l'insertion d' « une clause jeunesse » consistant à évaluer leurs impacts sur les jeunes durant le processus de leur élaboration<sup>7</sup>. Une étude « d'impact jeunesse » de toute politique publique est indispensable pour mesurer ses effets sur les jeunes. Ceci conduirait inéluctablement à une forte appropriation des jeunes des différentes politiques publiques et au renforcement de leur adhésion dans la mise en œuvre de ces dernières.

---

<sup>7</sup> Au Canada tout mémoire présenté par un département ministériel doit comporter une évaluation de leur impact sur les jeunes avant de le transmettre au niveau gouvernemental. OCDE, Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie, programme MENA-OCDE pour la gouvernance, février 2018.

## **4 . POUR UNE POLITIQUE DE LA JEUNESSE AXÉE SUR LA JOUISSANCE ET L'EXERCICE PLEIN ET DURABLE DES DROITS PAR LES JEUNES**

Les droits des jeunes, comme les droits des enfants, visent à protéger les jeunes et à garantir leur bien-être. L'arsenal des droits couvre aussi bien les diverses catégories de droits civils et politiques, les droits socio-économiques, tel que le droit au travail et le droit à la protection sociale, les droits des générations futures et le droit à un environnement sain.

La jouissance et le plein exercice par les jeunes de leurs droits s'inscrivent dans la voie de leur autonomisation et responsabilisation. Les jeunes en Tunisie doivent bénéficier du même accès et des mêmes conditions d'exercice de leurs droits comme les plus âgées. L'âge ne devrait pas être un facteur de discrimination dans l'établissement d'une politique de la jeunesse. De même, toutes les autres formes de discrimination, telle que le sexe, la religion et le milieu socio-économique, doivent être exclues. Une approche holistique des droits vise donc à réduire tous les types de discrimination.



**DROIT À LA PARTICIPATION**





# DROIT À LA PARTICIPATION

## 1. CONSTAT ET ANALYSE

La participation signifie que les jeunes doivent pouvoir prendre part aux décisions et aux processus qui les concernent et qui façonnent directement leur vie. Ce faisant, il faut que toutes les franges de la population (jeunes, adultes et les plus âgés) mettent en commun leurs potentiels et œuvrent d'une manière concertée pour que les jeunes s'approprient leur moyens et leur avenir. Les différents niveaux et degrés de participation (la codétermination et l'autodétermination) contribuent à l'autonomisation, la prise en main et la responsabilisation. Ce fait limite les risques de l'instrumentalisation des jeunes à des fins politiques.

Le faible taux de participation politique aux élections locales de 2018, estimé à 33.7%<sup>1</sup>, témoignant de la gravité de la crise politique due à des facteurs complexes et fort hétérogènes, s'explique par le fait que l'approche participative, telle que suivie par de nombreux décideurs locaux, est réduite à son aspect procédural de telle sorte qu'elle ne reflète pas une conviction politique de son opportunité. Certaines communes mettent en œuvre cette approche en impliquant les jeunes rien que pour obtenir des subventions du pouvoir central.

Le taux des jeunes ayant accédé aux conseils municipaux s'élève à 37,16 % du nombre total des élus locaux au niveau national. En revanche, ce taux était en baisse par suite des démissions de plusieurs élus-jeunes en raison de leur non-implication dans la gestion de la commune<sup>2</sup>.

Lors des élections présidentielles de 2019, un vaste mouvement de jeunes hostile à la classe politique gouvernante, a contribué de manière significative à l'ascension de M. « Kais Saïed » au pouvoir. Le taux de participation a été comparativement élevé par rapport au deuxième tour des élections présidentielles, avec 57,8%.

Il existe une importante aptitude du volontariat et du travail chez plusieurs jeunes qui sont impliqués dans les processus décisionnels des organismes de la société civile (par exemple dans des associations locales, des clubs universitaires, des scouts, des clubs de théâtre, etc.)

---

<sup>1</sup> Voir [www.isie.tn](http://www.isie.tn)

<sup>2</sup> Voir, Bassem karray et Anis Masmoudi, rapport d'audit genre des collectivités locales, League des Electricistes tunisiennes, 2021.  
<https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/50>  
<https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/51>  
Et Rapport sur l'état de la démocratie locale dans la commune de l'Ariana, DRI, 2020.

Il est à noter que les femmes représentent 50% de la population tunisienne, plus souvent au chômage, et dépourvues de moyens économiques appropriés et sont moins représentées dans les organes de décision, tels que les conseils municipaux<sup>3</sup> et le parlement.

De même, les personnes handicapées souffrent de l'exclusion notamment dans les lieux publics puisqu'elles sont très peu visibles. Paradoxalement, de nombreux nouveaux bâtiments sont encore construits sans accessibilité pour les personnes en fauteuil roulant. Les transports publics sont également souvent inaccessibles.

## 2. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Valoriser et appuyer les différentes formes de participation volontaire des jeunes en allouant aux structures d'encadrement les moyens techniques, humains et financiers afin de constituer un véritable levier de promotion des compétences.
- Assurer d'une manière pérenne la concertation entre les différentes organisations de jeunesse et les acteurs étatiques.
- Abandonner la culture de la centralisation par les décideurs locaux qui consiste dans la convocation des jeunes aux réunions formelles aux sièges des communes au profit de nouvelles pratiques.
- Mener un plaidoyer ayant pour objet le message « la commune est chez les jeunes » pour contribuer à diffuser une nouvelle culture.
- Consolider la démocratie participative par la concertation et la codécision et non pas uniquement la consultation et l'information
- Promouvoir l'éducation civique et politique dès le plus jeune âge suivant des méthodes d'enseignement créatives et des pratiques adaptées, non sous forme de leçon théorique, afin de renforcer l'esprit citoyen chez les jeunes ce qui les encourage à mieux participer dans la vie politique et civile.
- Investir dans les infrastructures pour relier les zones marginalisées du pays et les environs des villes aux centres urbains.
- Prendre les mesures nécessaires pour améliorer l'accès des populations marginalisées aux opportunités éducatives, économiques et leur inclusion dans la société pour la participation active.

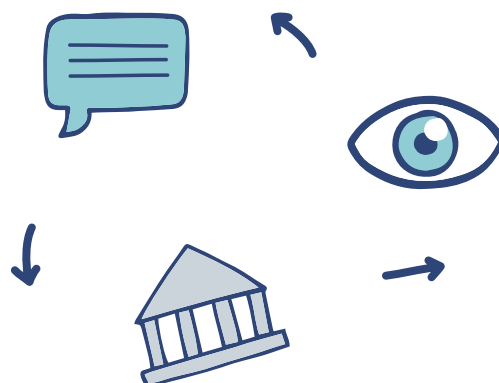
---

<sup>3</sup> Uniquement 70 communes sur un total de 350 sont présidées par des femmes. Voir pour d'amples conclusions sur l'accession des femmes aux Voir, Bassem karray et Anis Masmoudi, rapport d'audit genre des collectivités locales, League des Electrices tunisiennes, 2021.

<https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/50>  
<https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/51>

## DROIT À LA PARTICIPATION

- Faciliter le large accès à Internet pour favoriser la démocratisation de l'information et renforcer la participation aux débats, entre autres, sur les médias sociaux.
- Accélérer la numérisation de l'administration publique pour faciliter la communication entre les citoyens et les autorités.
- Renforcer les capacités des jeunes, notamment dans les zones les moins défavorisées, moyennant l'éducation formelle ainsi que non formelle, à organiser des webinaires, des formations en ligne, des podcasts et d'autres outils d'apprentissage en ligne.
- Généraliser et faciliter l'accès de Internet aux jeunes vivants dans les zones les plus reculées et suivre une approche différentielle, en fonction de la situation de chaque catégorie de jeunes pour favoriser la démocratisation de l'information et renforcer la participation aux débats, entre autres, sur les médias sociaux.
- Investir dans la formation des jeunes à l'utilisation des outils numériques et à l'évaluation de la validité des informations consommées en ligne, afin de faire face aux fakes news et au recrutement par des organisations radicales.
- Mettre en œuvre des politiques publiques sensibles à l'implication effective et durable des groupes marginalisés pour asseoir les fondements d'une véritable République solidaire.
- Assurer l'accessibilité aux services publics vitaux dans des conditions identiques pour toutes les catégories sociales avec la mise en place de séances participatives et obligatoires périodiques pour évaluer les services et la validation des moyens propices à leur amélioration.



**DROITS DES GÉNÉRATIONS  
FUTURES – L'ENVIRONNEMENT**



# DROITS DES GÉNÉRATIONS FUTURES – L'ENVIRONNEMENT

## 1. CONSTAT ET ANALYSE

Une importante partie de la jeunesse est agitée par les menaces qui pèsent sur leur avenir et qui pourraient condamner l'avenir de leur enfants, face à la dégradation de l'environnement à cause de la pollution. De plus les enfants et les jeunes sont témoins des conséquences d'un système économique incompatible avec l'écologie, entraînant le changement climatique, la perte de biodiversité, la dégradation des sols et la destruction des habitats naturels, etc. Au niveau du dérèglement climatique auquel n'échappe pas la Tunisie, l'adaptation s'impose comme prioritaire à la réduction des émissions. La position géographique de la Tunisie, se trouvant en Méditerranée, entre les régions tempérées de l'hémisphère nord et les régions intertropicales confère à son climat une variabilité particulière. Cette caractéristique fait de la Tunisie un pays particulièrement vulnérable aux impacts inexorables du changement climatique.

En matière d'énergie, La Tunisie continue à tirer son énergie presque exclusivement des combustibles fossiles non renouvelables et polluants et ce, en dépit du fait que le pays dispose de nombreuses alternatives pour produire de l'énergie renouvelable, d'où l'intérêt grandissant de mener une politique publique en la matière. La Tunisie est également l'un des principaux exportateurs mondiaux d'engrais à base de phosphate, extrait dans la région de Gafsa et traité à Gabès et à Sfax. Les populations de ces villes souffrent de graves problèmes de santé dus principalement à la pollution de l'air et à la pollution hydrique suite aux différentes formes de rejets générés par les activités industrielles .

Enfin, les villes, les paysages, les côtes et les rivages de la Tunisie étouffent sous des masses de déchets solides et liquides, en particulier, les déchets plastiques, ce qui constitue un risque pour la santé de la population, l'intégrité des habitats naturels et le potentiel économique du tourisme.

Outre la préoccupation fondamentale pour les droits environnementaux, les droits des générations futures incluent également le droit au développement, le droit à l'alimentation et à l'eau. D'ailleurs, l'agriculture tunisienne consomme les trois quarts des réserves d'eau du pays dont la gestion actuelle manque à l'exigence de rationalité et de durabilité.

Les responsabilités des générations actuelles envers la protection intégrale de ses besoins et intérêts, ainsi que ceux des générations futures consistent en :

- La conservation de ce qui existe déjà du patrimoine culturel matériel et immatériel.
- La rationalisation de l'utilisation et de la gestion des ressources naturelles exploitées, notamment l'eau, le sol, l'énergie et la diversité biologique, y compris la diversité génétique.
- L'abstention de s'emparer de toutes les ressources naturelles et de les dilapider.
- Le développement des ressources existantes en recherchant de nouvelles ressources pour les générations futures.

## 2. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Inscrire le développement durable dans les différentes politiques publiques en tant que principe fondamental.
- Préparer et exécuter les politiques de l'environnement et de développement économique d'une manière inclusive, participative et ouverte impliquant tous les jeunes surtout ceux appartenant aux couches sociales les plus pauvres et les plus vulnérables aux effets négatifs du changement climatique.
- Donner la priorité absolue aux politiques publiques visant à protéger le climat et à réduire les émissions de CO<sub>2</sub>.
- Abandonner progressivement les combustibles fossiles et en investir dans les énergies vertes.
- Créer de nouveaux emplois pour les jeunes grâce à une économie écologique.
- Octroyer des mesures incitatives aux jeunes pour investir dans le domaine des énergies renouvelables afin de sécuriser l'approvisionnement énergétique, de réduire les dettes extérieures et de créer des emplois dans de nouveaux secteurs.
- Augmenter de toute urgence les investissements alloués aux centres de recyclage des déchets, notamment par le biais de la coopération internationale.
- Interdire les matériaux polluants considérés comme dangereux pour la santé humaine et les écosystèmes (plastiques, matériaux divers du secteur de la construction, etc.) et encourager la promotion d'alternatives basées sur des matériaux renouvelables afin de réduire les déchets.
- Investir dans les technologies permettant de réduire la consommation d'eau dans l'agriculture et favorisant l'adaptation aux impacts du changement climatique.
- Créer une cour environnementale ou du moins des chambres spécialisées en matière de justice environnementale. Les juges doivent être mieux formés aux défis écologiques et climatiques.
- Appliquer rigoureusement les législations incitatives et punitives qui protègent l'environ-

nement. Le non-respect des lois doit entraîner des amendes appropriées.

- Reviser le régime des sanctions prévues par le code pénal (article 315) qui s'applique en cas de refus par les autorités à mettre en œuvre les sanctions notamment celles relatives aux infractions environnementales (par exemple, les décharges illégales, la contrebande de déchets, le braconnage de la faune tunisienne, les incendies de forêt intentionnels, etc.) afin de lutter contre l'impunité.
- Prendre des mesures contre la pollution industrielle, y compris celles provenant des entreprises publiques.
- Promouvoir l'écotourisme, le tourisme médical et le tourisme alternatif, des modèles différents du tourisme de masse très polluant qui se concentre dans quelques zones balnéaires. Ces produits touristiques alternatifs doivent faire l'objet de mesures fiscales incitatives pour créer de nouveaux emplois respectueux de l'environnement pour les jeunes.
- Renforcer les techniques de la démocratie participative à l'échelle locale afin d'assurer l'appropriation par les jeunes de la question environnementale et de ses enjeux. Impliquer les populations locales dans la prise de décision sur l'environnement, afin de répondre aux particularités et aux défis locaux.
- Appliquer le principe de libre administration des collectivités locales sans attendre la révision du Code des collectivités locales.
- Promouvoir le développement économique régional par la création de marchés locaux, de coopératives et de systèmes circulaires de production et de consommation pour créer des alternatives à la dépendance vis-à-vis des industries extractives de ressources.
- Renforcer les programmes d'éducation environnementale, mener des campagnes de sensibilisation dans les établissements de l'enseignement, les médias et dans d'autres formats d'éducation non formelle (par exemple dans le cadre du monde associatif) et appuyer les initiatives des organismes de la société civile pour contribuer à la sensibilisation de la jeune population de la nécessité de changer leurs modes de vie et activités économiques actuels. Outre les consommateurs, cette question concerne également le secteur privé (producteurs, commerçants, etc.).
- Faire face à l'endettement public sur le long terme pour financer le budget de l'Etat et payer les rémunérations des agents publics au détriment à l'investissement public qui constitue un des palliatifs pour la crise financière actuelle et un fardeau pour les générations futures qui seront tenues de les rembourser souvent à des taux assez élevés, d'où la nécessité de soumettre ces prêts à « la clause de génération future » pour mesurer leurs effets.
- Réaliser un audit sur l'impact de l'endettement public et sur la « génération future » afin de déterminer la responsabilité de la génération actuelle.

**LE DROIT À L'ÉDUCATION**





# LE DROIT À L'ÉDUCATION

## 1. CONSTAT ET ANALYSE

L'éducation est un des droits humains figurant dans les ODD et autour duquel s'articule plusieurs problématiques et en dépend l'exercice de plusieurs autres droits. Sa portée dépasse la simple préparation des jeunes aux exigences du marché de travail puisqu'elle constitue la base d'une vie autodéterminée, offre aux jeunes des possibilités de participation sociale et politique et favorise le développement personnel.

L'école publique en Tunisie a perdu son statut d'ascenseur social et de garde-fou à la solidarité et à la cohésion sociale. Le taux d'abandon scolaire varie selon les niveaux, il est de 2.8% au niveau primaire et de 26.8% au niveau secondaire (2ème cycle)<sup>1</sup>. Plusieurs raisons expliquent ce nombre élevé de départ, dont les plus importantes sont les raisons financières et/ou familiales et la détérioration de la qualité de l'enseignement. Ce phénomène reflète le discrédit du modèle éducatif traditionnel reposant sur la réussite individuelle.

Le décalage entre les exigences du marché de travail et le système d'enseignement est une réalité douloureuse au niveau de l'enseignement supérieur, collant ainsi l'université tunisienne la réputation de productrice de diplômés chômeurs. « Seulement 7% des jeunes parviennent à achever leur transition en occupant un emploi satisfaisant. La transition est très lente : il faut en moyenne 26,5 mois pour trouver un emploi stable et 21 mois pour monter une activité indépendante satisfaisante (selon l'ETVA...). La durée moyenne de transition vers un emploi temporaire satisfaisant est paradoxalement encore plus longue (36,8 mois) »<sup>2</sup>.

Le manque d'opportunités économiques sur le marché du travail pour les jeunes et d'épanouissement personnel sur le plan social livre les jeunes est source de désespoir. La perte de confiance dans le changement politique chez les jeunes pourra menacer le processus démocratique en Tunisie. La jeunesse tunisienne tente de quitter le pays à la recherche de meilleures opportunités à l'étranger. Les jeunes le font à la fois légalement et illégalement, provoquant de la sorte une fuite massive des cerveaux et de la main d'œuvre.

Sur la base de ces quelques données, ce document part du constat qu'il existe en Tunisie un certain nombre de politiques ayant pour objectif d'améliorer la situation de la jeunesse

<sup>1</sup> Institut National de la Statistique, MICS, 2018, <http://ins.tn/sites/default/files/2021-03/Education-snap-A4.pdf>

<sup>2</sup> Mongi Boughzala, Abderrahmen El Lagha Ines Bouassida et Mondher Ferjani, Les inégalités en Tunisie, Papier de recherches 2020.

mais celles-ci restent très éparpillées. De plus, les jeunes ne sont pas régulièrement et constamment consultés dans la mise en place et le suivi des politiques qui les concernent<sup>3</sup>. On relève ainsi l'absence d'une politique national global de la jeunesse conçue et exécutée en concertation avec les jeunes d'une manière inclusive et participative. L'élaboration d'une politique publique de la jeunesse requiert en général l'existence des données probantes et fiables et des statistiques actualisées, ventilées par âges et axées sur les jeunes. Ce livre blanc se propose de suivre une approche qualitative fondée sur les droits humains dans l'élaboration d'une politique de la jeunesse. Cette approche est d'ailleurs retenue par les instances internationales (l'ONU en particulier) et rappelée par les ODD.

- **Éducation formelle et non formelle** : les jeunes reçoivent une éducation, dès leurs jeunes âges, dans les jardins d'enfants, les écoles et les universités (éducation formelle). Outre ces structures, les familles, les groupes d'amis et les activités éducatives extra-scolaires et de formations (éducation non formelle) contribuent à l'éducation des jeunes. Par le biais du volontariat au sein d'organisations de jeunesse et des ONG, les jeunes acquièrent la culture du travail en équipe sur des projets que les programmes d'études et d'évaluations formels n'offrent pas. Cela peut encourager le développement de compétences précieuses que les jeunes peuvent appliquer dans d'autres domaines.

- **L'éducation politique** : l'objectif de l'éducation politique est de développer une capacité d'écouter, de comprendre et de critiquer de manière constructive des points de vue différents. En outre, les connaissances nécessaires sur la politique, la conscience démocratique et les compétences appropriées conduisent à une plus grande participation politique (par le biais des élections et l'engagement dans la société civile, etc.)

## 2. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Éliminer tout obstacle susceptible de dissuader les jeunes de se rendre aux établissements d'enseignement comme le manque de transports adéquats dans les zones reculées et le sentiment d'insécurité sur le chemin.

- Faire face à la violence et aux hostilités entre les élèves et même entre les enseignants et les élèves. • Accompagner le modèle d'enseignement centré sur des méthodes d'enseignement alternatives

reposant sur les débats et les discussions.

- Rénover les structures éducatives et de recherche pour permettre aux enseignants d'utiliser les outils d'apprentissage en ligne et les médias numériques.

---

<sup>3</sup> OCDE, Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie, programme MENA-OCDE pour la gouvernance, février 2018.

## LE DROIT À L'ÉDUCATION

- Réduire les heures d'enseignement, encourager l'acquisition de nouvelles compétences et améliorer la concentration des apprenants pendant les cours.
- Soutenir, appuyer l'éducation non formelle et investir dans des lieux d'apprentissage ouverts pour le renforcement des capacités des jeunes sur l'éducation à la santé et l'éducation environnementale, et réaliser des activités culturelles et artistiques.
- Reconnaître le travail extra-scolaire des jeunes comme un lieu d'apprentissage non formel, les compétences et les aptitudes acquises dans le cadre de ces activités devraient être reconnues et créditées.
- Élargir et approfondir la coopération entre les établissements d'enseignement formel et les associations de jeunesse, les ONG et les initiatives spontanées, etc.
- Réhabiliter la formation professionnelle pour pallier le décalage entre l'enseignement supérieur et la réalité du marché de travail.
- Investir dans l'éducation numérique et informatique afin de gagner le pari de la modernité.
- Œuvrer à l'acculturation des aptitudes et compétences démocratiques (telles que l'équilibre des intérêts, la résolution pacifique des conflits, la prise d'opinion, la modération des débats et la prise de décision, etc.) et à l'approfondissement des connaissances politiques (systèmes politiques, contextes historiques, valeurs, etc.) par les structures d'éducation formelle et non formelle.
- Promouvoir le concept « *d'écoles amies des droits humains* » pour donner aux enfants et aux jeunes les moyens d'agir et d'encourager la participation active de tous les membres de la communauté scolaire.



**DROITS DE LA JEUNE FEMME  
FACE À LA VIOLENCE SOCIALE**



# **DROITS DE LA JEUNE FEMME** **FACE À LA VIOLENCE SOCIALE**

## **1. CONSTAT ET ANALYSE**

Aucun continent, aucun pays et peu de communautés sont à l'abri des violences. Elle est partout, mais il ne s'agit pas pour autant d'un fléau indissociable de la condition humaine ou d'un problème insoluble de la « vie moderne » que la détermination et l'ingéniosité humaines ne peuvent aider à surmonter. Certains facteurs semblent prédire fortement la violence, même si le lien de causalité direct est parfois difficile à établir. Cela va de facteurs individuels et familiaux, comme l'impulsivité, la dépression, la surveillance déficiente des enfants, des rôles assignés rigide à chacun des sexes et des conflits conjugaux, à des facteurs macroéconomiques, comme des changements rapides dans les structures sociales et de fortes récessions économiques, qui font monter le chômage et entraînent une détérioration des services publics.

En Tunisie, l'enquête nationale sur les violences à l'égard des femmes réalisée par l'Office National pour la Famille et la Population (ONFP) en 2010 révèle que 47,6% des femmes âgées de 18 à 64 ans déclarent avoir subi une ou plusieurs formes de violences au cours de leur vie. La violence conjugale représente 47.2% des cas de la violence physique, 68.5 % de la violence psychologique, 78.2% de la violence sexuelle et 77.9% de la violence économique.

Face à ce constat, 73% de ces femmes affirment ne pas savoir à qui s'adresser quand elles sont victimes de violences. Plus de la moitié des femmes interrogées affirment que la violence est ordinaire et ne mérite pas d'en parler.

## **2. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS**

- Élaborer et mettre en œuvre une stratégie nationale pour la prévention de la violence déclinée en un plan d'action national multisectoriel et en suivre l'application.
- Mettre en place une approche soutenue, plus importante et plus durable que des politiques répressives à court terme.
- Assurer qu'un plan d'action national pour la prévention de la violence contient des objec-

## DROITS DE LA JEUNE FEMME FACE À LA VIOLENCE SOCIALE

tifs, des priorités et des responsabilités précisées, ainsi qu'un calendrier et un mécanisme d'évaluation.

- Créer un consensus autour du plan national pour la prévention de la violence liant tout un éventail d'acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux comprenant les organisations concernées, et en tenant compte des ressources financières et humaines nécessaires pour la mise en œuvre.
- Mettre à la disposition de l'Observatoire National pour la Lutte contre la Violence à l'égard des Femmes les ressources financières et humaines nécessaires pour la documentation des violences à l'égard des femmes et afin d'encourager la recherche scientifique en la matière en passant par la formation et le renforcement de capacités de toutes les parties prenantes.
- Veiller à l'application effective des lois par l'application des recommandations de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW) en intégrant les instruments internationaux de lutte contre la violence à l'égard des femmes dans la législation nationale ; mettre en œuvre la loi intégrale pour l'éradication des violences faites aux femmes, notamment par la promulgation de textes pour son application ; Mettre en place de structures pour son suivi ; procéder à la programmation d'engagements budgétaires précis et genrés et l'imposition d'une obligation de résultat dans la prise en charge des victimes.
- Activer le rôle de l'observatoire national pour la lutte contre la violence à l'égard des femmes, institué par l'article 40 de la loi organique n°2017-58, qui doit être une structure indépendante, et prévoir l'obligation d'intégrer des membres de la société civile dans sa composition.
- Veiller à l'application effective des lois égalitaires.
- Promouvoir des mesures de prévention primaire, comme les soins prénatals pour les mères, des programmes d'initiation préscolaire et de développement social pour les enfants et les adolescents ; formation au rôle de parent et à l'amélioration du fonctionnement de la famille ; campagnes médiatiques pour modifier les mentalités, les comportements et les normes sociales qui nuisent au bon fonctionnement aux relations saines et égalitaires au sein de la famille.



**DROIT AU TRAVAIL ET AU  
DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL**



# DROIT AU TRAVAIL ET AU DÉVELOPPEMENT RÉGIONAL

## 1. CONSTAT ET ANALYSE

L'emploi : dans un contexte de crise économique, la création de l'emploi est tributaire de l'aptitude du pays à créer la richesse à travers la réalisation d'un taux de croissance annuel entre au moins 5% et 6 %, lequel ne peut être atteint que moyennant la dynamisation des trois moteurs de croissance : l'investissement, l'exportation et la consommation.

Le chômage, en particulier chez les jeunes, reste l'un des principaux facteurs du mécontentement social et politique. Ce problème est encore plus grave dans les régions les plus pauvres du nord-ouest et du sud, où l'économie informelle constitue la principale source de revenus. En outre, comme nous l'avons déjà signalé, le décalage entre les diplômes délivrés par les universités tunisiennes et la réalité du marché de travail, qui résulte d'une orientation prédominante vers les carrières de cols blancs (le secteur public) et d'un mépris pour les formations professionnelles et l'artisanat, aggrave davantage le problème de l'emploi.

Le genre : le problème du chômage a, de plus, une dimension genre. Moins d'une jeune femme sur cinq dans la Tunisie rurale et moins de deux sur cinq dans la Tunisie urbaine ont un emploi. Très souvent, les femmes en Tunisie assurent des services de soins ou des tâches ménagères qui ne sont ni visibles dans la société ni rémunérées.

Les dettes : depuis la Révolution, la Tunisie recourt d'une manière massive à l'endettement auprès des institutions financières internationales pour financer son budget au point que le taux d'endettement du pays a atteint 88,5 % du PIB en 2021 selon le FMI. L'essentiel des dépenses vont aux rémunérations des agents publics de l'Etat (17 millions de DT) et aux subventions (5 millions de DT) et aux paiements d'intérêts (3,3 millions de DT).

Il est très peu probable que la Tunisie parvienne à atteindre la croissance nécessaire pour lutter contre le chômage, réduire les dettes et équilibrer les disparités entre les riches villes côtières et les régions intérieures marginalisées dans un avenir proche. Par conséquent, la Tunisie doit explorer des voies alternatives pour un développement économique local offrant des opportunités aux jeunes, la publication des décrets d'application de la loi sur l'économie sociale et solidaire doit être faite sans délai.



### 2. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Mettre en place un environnement de travail reposant sur des valeurs humaines et la pleine jouissance des droits socio-économiques.
- Mettre en place un environnement de travail reposant sur des valeurs humaines et la pleine jouissance des droits socio-économiques.
- Offrir au salarié un équilibre entre sa vie professionnelle et sa vie privée grâce à un travail épanouissant lui permettant de contribuer à la société autrement que par l'emploi.
- Explorer et investir dans des modèles d'activité économique nouveaux et des alternatives qui ouvrent des opportunités aux régions et communautés marginalisées du pays.
- Encourager la mise en place des modèles économiques alternatifs et promoteurs pour un développement durable au niveau local, diminuer la dépendance à l'emploi public et réduire les dettes
- Réinvestir dans le développement local et dans un système de protection sociale équitable et durable.
- Investir dans les compétences des jeunes et promouvoir une formation professionnelle diversifiée dans des secteurs tels que le tourisme, la gastronomie, l'artisanat et d'autres professions spécialisées techniques.
- Engager un véritable débat national sur le travail non rémunéré des femmes en Tunisie, en particulier dans le secteur des soins et de l'agriculture.
- Développer des mécanismes pour promouvoir l'indépendance des femmes et leur participation au marché du travail (réglementation du congé de maternité, allocations familiales, sécurité sociale pour les femmes au foyer, etc.).
- Développer l'économie locale pour qu'elle soit une opportunité et une alternative à l'économie informelle.
- Inclure des parties de l'économie informelle dans l'économie formelle, afin de garantir les droits du travail et les services sociaux pour les travailleurs et de réduire la stigmatisation.
- Revoir le régime fiscal tunisien pour le rendre plus raisonnable et rationnel pour que les jeunes soient attirés vers l'économie formelle.
- Mener une étude sur les métiers affectés et les métiers du futur pour pouvoir construire une vision à long terme dans les champs de l'emploi et de l'éducation.

**DROIT À LA DIGNITÉ ET À  
L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE LORS  
DES POURSUITES POLICIÈRES**



# DROIT À LA DIGNITÉ ET À L'INTÉGRITÉ PHYSIQUE LORS DES POURSUITES POLICIÈRES

## 1. CONSTAT ET ANALYSE

La persistance de la répression policière depuis la révolution n'est en fait que le résultat de l'absence d'une réforme en profondeur du secteur de la sécurité au cours de la dernière décennie. Le système de l'Etat policier de Ben Ali n'a pas été totalement démantelé après la révolution en dépit des efforts jusque-là entrepris. Au contraire, la police, par le biais de ses nouveaux syndicats de police dont certains se sont rapidement politisés, exerce une pression sur les décideurs, bloque toute réforme du secteur de la sécurité et hypothèque le processus de justice transitionnelle. En 2021, les bilans des violences policières sont traumatisants et caractérisés par un déchaînement de violences policières. À cet égard, il est possible de citer la mort suspecte, la répression violente de manifestations, le harcèlement, la détention arbitraire d'immigrés, etc.

Cette violence institutionnelle a démasqué de nombreux visages et engendré de nombreuses victimes. Les agents de sécurité ont souvent recours à une violence de plus en plus effrénée. En effet, plus de 30% des personnes arrêtées pendant des manifestations contre le gouvernement en début 2021 étaient des mineurs. Les droits des personnes arrêtées ont souvent été violés, y compris l'arrestation arbitraire, l'humiliation, la torture, les traitements inhumains et dégradants, l'intimidation verbales et physiques, le harcèlement et la surveillance en ligne. De nombreux défenseurs des droits humains ont également signalé avoir été arrêtés et/ou persécutés pour leurs activités.

Les nombreux incidents de violations graves des droits par la police, ainsi que la discrimination dont sont victimes surtout les jeunes hommes des quartiers défavorisés, contribuent à créer un sentiment de manque de respect. En conséquence, les jeunes perdent espoir dans leur propre avenir et souhaitent de plus en plus quitter la Tunisie. Le manque de respect et la violence vécue conduisent également à d'autres formes de violence au sein des communautés ainsi qu'à la radicalisation.

Les jeunes participants du projet ont discuté de ce sujet avec des experts de l'Organisation Mondiale Contre la Torture (OMCT) et ont formulé les recommandations et suggestions suivantes.

## 2. RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS

- Réviser en urgence le dispositif légal autorisant des pratiques attentatoires à la dignité humaine et abroger l'article 230 du Code pénal qui date de 1913. Cet article rend certains jeunes plus vulnérables à la violence policière. En outre, les examens médicaux forcés s'apparentent à de la torture.
- Renforcer la transparence des activités de la police et rendre publique d'une manière régulière et sans retard, le nombre d'utilisations de chaque type d'arme équipant les forces de l'ordre, le nombre de personnes blessées ou tuées dans le cadre d'interventions de police ou de gendarmerie, le nombre de plaintes déposées devant les juridictions pour violences commises par les forces de l'ordre, le nombre de condamnations et le quantum des peines prononcées dans ces affaires, ainsi que le nombre et le type de sanctions disciplinaires prises par les autorités de police ou de gendarmerie pour des faits de violences.
- Créer une structure indépendante d'enquêtes en matière de violences policières pour mieux exercer d'une façon efficace les droits de défense et le principe du contradictoire lors des poursuites policières.
- Renforcer la sensibilisation et formation des agents de police sur les droits humains pour les personnes arrêtées.
- Veiller à l'harmonisation de la législation tunisienne avec la convention internationale contre la torture.
- Appliquer des sanctions judiciaires et mettre un terme à l'impunité dont bénéficient les acteurs de secteur de sécurité.
- Instituer un mécanisme garantissant que les condamnations prononcées sont en toutes circonstances proportionnées aux violations constatées.
- Examiner et juger toute plainte pour outrage et rébellion déposée concomitamment à une plainte dénonçant un usage illégal ou abusif de la force en même temps que cette dernière.
- Faciliter aux victimes de violences policières l'accès à la médecine légale de façon gratuite, rapide et sans peur de nouvelle répression par la police.
- Mettre fin au transfert forcé par les autorités publiques, directement ou indirectement, de personnes vers un pays où elles risquent vraiment d'être persécutées, torturées ou maltraitées ou d'être victimes d'autres atteintes graves à leurs droits fondamentaux.





- تعزيز شفافية أنشطة الشرطة والإعلان، بصورة منتظمة ودون تأخير، عن عدد المرات التي يتم فيها استخدام كل نوع من أنواع أسلحة قوات الأمن، بالإضافة إلى عدد الأشخاص الذين أصيبوا أو قتلوا في سياق تدخلات الشرطة أو الحرس، وعدد الشكاوى المقدمة إلى المحاكم فيما يتعلق بالعنف الذي ترتكبه قوات الأمن، وعدد الإدانات وكمية الأحكام الصادرة بشأن هذه القضايا، وعدد ونوع العقوبات التأديبية التي تتخذها سلطات الشرطة أو الحرس بشأن أعمال العنف المُرتكبة.
- إحداث هيكل مستقل للتحقيق في عنف الشرطة من أجل أعمال حقوق الدفاع ومبدأ إجراءات الحضور بصورة أكثر نجاعة خلال تتبعات الشرطة.
- تعزيز تكوين أعوان الشرطة ورفع وعيهم في مجال حقوق الإنسان للأشخاص الموقوفين.
- ضمان مواءمة التشريعات التونسية مع الاتفاقية الدولية لمناهضة التعذيب.
- إنفاذ العقوبات القضائية ووضع حد للإفلات من العقاب الذي تتمتع به الجهات الفاعلة في قطاع الأمن.
- إحداث آلية لضمان التناسب في جميع الحالات بين الأحكام الصادرة والانتهاكات المُثبتة.
- مراجعة كل شكوى متعلقة بالازدراء والتمرد يتم إيداعها بالتزامن مع شكوى أخرى تزعم الاستخدام غير القانوني أو المتعسف للقوة والفصل فيها.
- تسهيل نفاذ ضحايا عنف الشرطة إلى الطب الشرعي مجاناً وبسرعة ودون خوف من قمع جديد للشرطة.
- إنهاء النقل القسري من قبل السلطات العمومية، بشكل مباشر أو غير مباشر، للأشخاص إلى بلد قد يتعرضون فيه لخطر حقيقي بالاضطهاد، أو التعذيب، أو سوء المعاملة، أو الوقوع ضحايا لانتهاكات خطيرة أخرى لحقوق الإنسان.



# الحق في الكرامة والسلامة الجسدية

## أثناء تتبعات الشرطة

### 1. المعاينة والتحليل

يُعتبر استمرار قمع الشرطة منذ الثورة أحد النتائج المترتبة عن عدم إجراء إصلاح شامل لقطاع الأمن على مدى العقد الماضي. وعلى الرغم من الجهود المبذولة بعد الثورة، فلم يتم تفكيك نظام الدولة البوليسية لبن علي بصورة كاملة حتى الآن. بل على النقيض من ذلك، تُمارس الشرطة من خلال نقاباتها الجديدة، التي سرعان ما أصبح بعضها مسيئاً، الضغط على صنّاع القرار وتُعرقل مختلف مساعي إصلاح القطاع الأمني وتُعطّل مسار العدالة الانتقالية. وهو ما تُبرزه الحصيلة المُروعة لعنف الشرطة خلال سنة 2021 الذي وصل إلى حد الانفلات والذي شمل الموت المستتراب والقمع العنيف للمظاهرات والمضايقات والاحتجاز التعسفي للمهاجرين.

كشّف هذا العنف المؤسسي النقاب عن العديد من الوجوه وأودى بحياة العديد من الضحايا. حيث غالباً ما يلجأ أعوان الأمن إلى العنف المفرط بشكل متزايد. وكان أكثر من 30 في المائة من الموقوفين خلال المظاهرات المناهضة للحكومة في أوائل 2021 من القاصرين. وكثيراً ما تُنتهك حقوق الموقوفين من خلال الاعتقال التعسفي والإذلال والتعذيب والمعاملة اللاإنسانية والمهينة والترهيب اللفظي والجسدي والمضايقات والمراقبة عبر الإنترنت. كما أبلغ العديد من المدافعين عن حقوق الإنسان عن تعرضهم للاعتقال و/أو الاضطهاد بسبب أنشطتهم الحقوقية.

تُسهم الحوادث العديدة للانتهاكات الخطيرة للحقوق من جانب الشرطة، بالإضافة إلى التمييز الذي يعاني منه الشباب من الأحياء المهمشة، في خلق شعور بعدم الاحترام. وهو ما ينجم عنه فقدان الشباب للأمل في مستقبلهم ورغبتهم المتزايدة في مغادرة تونس. كما يؤدي عدم الاحترام والعنف أيضاً إلى أشكال أخرى من العنف داخل المجتمعات المحلية وحتى إلى التطرف.

ناقش الشباب المشاركون هذا الموضوع مع خبراء من المنظمة العالمية لمناهضة التعذيب وقدموا التوصيات والاقتراحات التالية.

### 2. التوصيات والاقتراحات

- إجراء مراجعة عاجلة للأحكام القانونية التي تُجيز الممارسات المنتهكة لكرامة الإنسان وإلغاء الفصل 230 من المجلة الجزائية التي يعود تاريخها إلى سنة 1913. خاصة وأن هذا الفصل يجعل بعض الشباب أكثر عرضة لعنف الشرطة. فضلاً عن حقيقة أن الفحوصات الطبية القسرية ترقى إلى مستوى التعذيب.



**الحق في الكرامة والسلامة الجسدية أثناء  
تتبعات الشرطة**

- الاستكشاف والاستثمار في نماذج لأنشطة اقتصادية جديدة وبديلة تفتح الفرص للمناطق والمجتمعات المحلية المهمشة في البلاد والاستثمار فيها.
- التشجيع على اعتماد نماذج اقتصادية بديلة ومحفزات للتنمية المستدامة على المستوى المحلي، والحد من الاعتماد على الوظيفة العمومية وتقليص الديون.
- إعادة الاستثمار في التنمية المحلية ونظام الحماية الاجتماعية العادل والمستدام.
- الاستثمار في مهارات الشباب والنهوض بالتكوين المهني المتنوع في قطاعات مثل السياحة وفن الطبخ والصناعات التقليدية وغيرها من المهن الفنية المتخصصة.
- الانخراط في حوار وطني فعلي حول عمل المرأة غير مدفوع الأجر في تونس، لا سيما في قطاع الرعاية والفلاحة.
- تطوير آليات لتعزيز استقلال المرأة ومشاركتها في سوق العمل (تنظيم إجازة الأمومة، والمنح الأسرية، والضمان الاجتماعي لربات البيوت، وما إلى ذلك).
- تطوير الاقتصاد المحلي ليكون فرصة وبديلاً للاقتصاد غير الرسمي.
- إلحاق أجزاء من الاقتصاد غير الرسمي إلى الاقتصاد الرسمي لضمان حقوق العمل والخدمات الاجتماعية للعمال والحد من الوصم.
- مراجعة النظام الجبائي التونسي لجعله أكثر عقلانية ومعقولة لجذب الشباب نحو الاقتصاد الرسمي.
- إجراء دراسة حول المهن المتأثرة ومهن المستقبل من أجل بناء رؤية طويلة المدى في مجالات التشغيل والتعليم.



# الحق في العمل والتنمية الجهوية

## 1. المعاينة والتحليل

التشغيل: يعتمد خلق مواطن الشغل في سياق الأزمة الاقتصادية على قدرة البلاد على خلق الثروة من خلال تحقيق معدل نمو سنوي يتراوح بين 5 و6 في المائة على الأقل، الأمر الذي لا يمكن تحقيقه إلا من خلال تعزيز محركات النمو الثلاثة، ألا وهي الاستثمار والتصدير والاستهلاك.

ولا تزال البطالة، خاصة بين الشباب، أحد الدوافع الرئيسية للاستياء الاجتماعي والسياسي. وتزداد حدة هذه المشكلة في أكثر المناطق فقرًا في الشمال الغربي والجنوب، حيث يشكل الاقتصاد غير الرسمي المصدر الرئيسي للدخل. وعلاوة على ذلك، وكما سبقت الإشارة، تزيد الفجوة بين الشهادات التي تمنحها الجامعات التونسية وواقع سوق الشغل، الذي ينتج عن التوجه السائد نحو وظائف ذوي الياقات البيضاء (القطاع العمومي) واحتقار التكوين المهني والحرف اليدوية، مما يعمق مشكلة التشغيل.

النوع الاجتماعي: لمشكلة البطالة بعد جندي أيضًا. حيث نجد أن أقل من واحدة من كل خمس شبّات في المناطق الريفية في تونس وأقل من اثنتين من كل خمس شبّات في المناطق الحضرية في تونس يعملن. وتقدم النساء في تونس في كثير من الأحيان خدمات الرعاية أو الأعمال المنزلية التي لا تظهر في المجتمع ولا تكون مدفوعة الثمن.

الديون: لجأت تونس منذ الثورة وبشكل كبير إلى التداين من المؤسسات المالية الدولية لتمويل ميزانيتها لدرجة أن نسبة ديون البلاد وصلت إلى 88.5 في المائة من الناتج الداخلي الخام في سنة 2021 وفقًا لصندوق النقد الدولي. ويذهب معظم الإنفاق إلى رواتب الموظفين العموميين (17 مليون دينار تونسي) والمنح (5 ملايين دينار تونسي) ومدفوعات الفائدة (3.3 مليون دينار تونسي).

من غير المرجح أن تحقق تونس النمو اللازم لمعالجة البطالة والتقليص من الديون وتحقيق التوازن بين الفوارق بين المدن الساحلية الغنية والمناطق الداخلية المهمشة في المستقبل القريب. بالتالي، يجب عليها أن تبحث عن طرق بديلة للتنمية الاقتصادية المحلية التي توفر فرصًا للشباب، كما يجب أن يتم نشر المراسيم لإعمال قانون الاقتصاد الاجتماعي والتضامني دون تأخير.

## 2. التوصيات والاقتراحات

- تهيئة بيئة عمل قائمة على القيم الإنسانية والتمتع الكامل بالحقوق الاجتماعية والاقتصادية.
- تمكين الاجير من تحقيق التوازن بين الحياة المهنية والحياة الشخصية من خلال عمل مرّض يسمح له بالمساهمة في المجتمع بطرق أخرى غير العمل.

**الحق في العمل والتنمية الجهوية**

## 2. التوصيات والاقتراحات

- إعداد وتنفيذ استراتيجية وطنية للوقاية من العنف تُترجم في شكل خطة عمل وطنية متعددة القطاعات، ورصد تنفيذها.
- اعتماد مقارنة مستمرة وأكثر أهمية واستدامة من السياسات القمعية قصيرة المدى.
- التأكد من أن خطة العمل الوطنية للوقاية من العنف تتضمن أهداف وأولويات ومسؤوليات محددة، بالإضافة إلى إطار زمني وآلية تقييم.
- خلق اجماع حول بناء الخطة الوطنية للوقاية من العنف على أساس توافق آراء يربط بين مجموعة واسعة من الجهات الفاعلة الحكومية وغير الحكومية، بما فيها المنظمات المعنية، مع مراعاة الموارد المالية والبشرية اللازمة للتنفيذ.
- توفير الموارد المالية والبشرية اللازمة للمرصد الوطني لمناهضة العنف ضد المرأة من أجل توثيق العنف ضد النساء وتشجيع البحث العلمي في هذا الشأن من خلال التدريب وتعزيز قدرات جميع الأطراف المعنية.
- ضمان الإنفاذ الفعال للقانون من خلال تنفيذ توصيات اتفاقية القضاء على جميع أشكال التمييز ضد المرأة (سيداو) من خلال دمج الصكوك الدولية لمكافحة العنف ضد المرأة في التشريعات الوطنية وتنفيذ القانون الشامل للقضاء على العنف ضد المرأة، بما في ذلك من خلال سن تشريعات تنفيذية وإحداث هيكل لرصدها والمضي قدماً في برمجة التزامات محددة ومراعية للنوع الاجتماعي في الميزانية وفرض الالتزام بتحقيق النتائج فيما يتعلق برعاية الضحايا.
- إتفعيل دور مرصد وطني لمناهضة العنف ضد المرأة، يتم إنشاؤه بموجب الفصل 40 من القانون الأساسي عدد 58 لسنة 2017، والذي يجب أن يكون هيكلاً مستقلاً، وينص على الالتزام بإشراك أعضاء المجتمع المدني في تركيبته.
- ضمان التطبيق الفعال للقوانين المتعلقة بالمساواة.
- النهوض بالتدابير الوقائية الأولية، مثل الرعاية السابقة للولادة للأمهات، وبرامج التنشئة في مرحلة ما قبل المدرسة والتنمية الاجتماعية للأطفال والمراهقين، بالإضافة إلى التدريب على الأبوة والأمومة وتحسين أداء الأسرة. وتنظيم حملات إعلامية لتغيير العقليات والسلوكيات والأعراف الاجتماعية التي تضر بحسن سير الأسرة وتنظيم حملات إعلامية لتعديل المواقف والسلوكيات والمعايير الاجتماعية التي تؤثر سلباً على وظيفة العلاقات الصحية والمتساوية داخل الأسرة.



# حقوق الشابات في مواجهة العنف الاجتماعي

## 1. المعاينة والتحليل

لا توجد قارة ولا بلد ولا مجتمع في مأمن من العنف. فهو منتشر في كل مكان، ولكنه ليس آفة لا يمكن فصلها عن الحالة الإنسانية أو مشكلة لا يمكن حلها في «الحياة الحديثة» أو لا يمكن لعزم الإنسان وإبداعه أن يساعدا في التغلب عليه. ويبدو أن بعض العوامل تنبئ بشدة كبيرة بالعنف، على الرغم من صعوبة تحديد السببية المباشرة في بعض الأحيان. وتتراوح هذه العوامل بين العوامل الفردية والأسرية، مثل الاندفاع، والاكئاب، وضعف رعاية الأطفال، والأدوار المنسوبة بشكل صارم لكلا الجنسين والصراعات الزوجية، إلى عوامل الاقتصاد الكلي، مثل التغيرات السريعة في الهياكل الاجتماعية والركود الاقتصادي الحاد، التي تؤدي إلى زيادة البطالة وتدهور الخدمات العمومية.

كشفت المسح الوطني في تونس حول العنف ضد المرأة الذي أجراه الديوان الوطني للمرأة والعمران البشري (ONFP) في سنة 2010 أن 47.6 في المائة من النساء اللواتي تتراوح أعمارهن بين 18 و64 عاما قلن إنهن تعرضن لشكل أو أكثر من أشكال العنف خلال حياتهن. ويمثل العنف الأسري 47.2 في المائة من حالات العنف الجسدي، و68.5 في المائة من العنف النفسي، و78.2 في المائة من العنف الجنسي، و77.9 في المائة من العنف الاقتصادي.

وعلى وضوء هذه النسب، تقول 73 في المائة من هؤلاء النساء إنهن لا يعرفن بمن يتصلن عندما يقعن ضحايا للعنف. وقالت أكثر من نصف النساء اللواتي تمت مقابلتهن إن العنف أمر عادي ولا يستحق الحديث عنه.



**حقوق الشباب في مواجهة العنف الاجتماعي**

• العمل على تثاقف المهارات والكفاءات الديمقراطية (مثل موازنة المصالح، وحل النزاعات بالوسائل السلمية، والاعتراف بوجهات النظر، وإدارة النقاشات وصنع القرار، وما إلى ذلك) وتعميق المعارف السياسية (الأنظمة السياسية، والسياقات التاريخية، والقيم، وما إلى ذلك) من خلال هياكل التعليم الرسمي وغير الرسمي.

• تعزيز مفهوم «المدارس الصديقة لحقوق الإنسان» لتمكين الأطفال والشباب وتشجيع المشاركة النشطة لجميع أعضاء المجتمع المدرسي.



سياسة جديدة  
للشباب في تونس





على حقوق الإنسان في إعداد سياسة خاصة بالشباب. ويتم اعتماد هذه المقاربة أيضًا من قبل الهيئات الدولية (الأمم المتحدة على وجه الخصوص) ويتم التذكير بها من قبل أهداف التنمية المستدامة.

• **التعليم الرسمي وغير الرسمي:** يتلقى الشباب التعليم منذ سن مبكرة في رياض الأطفال والمدارس والجامعات (التعليم الرسمي). وبالإضافة إلى هذه الهياكل، تسهم الأسر ومجموعات الأصدقاء والأنشطة التعليمية والتدريبية الخارجة عن المناهج الدراسية (التعليم غير الرسمي) في تعليم الشباب. ويكتسب الشباب، من خلال التطوع في المنظمات الشبابية والمنظمات غير الحكومية، ثقافة العمل الجماعي في المشاريع التي لا تقدمها المناهج والتقييمات الرسمية. وهو ما من شأنه أن يشجع على تطوير مهارات قيمة يمكن للشباب تطبيقها في مجالات أخرى.

• **التثقيف السياسي:** يهدف التثقيف السياسي إلى تطوير القدرة على الاستماع والفهم والنقد البناء لوجهات النظر المختلفة. بالإضافة إلى ذلك، تفضي المعارف اللازمة حول السياسة والوعي الديمقراطي والمهارات المناسبة إلى مشاركة سياسية أكبر (من خلال الانتخابات والمشاركة في المجتمع المدني، وما إلى ذلك).

## 2. التوصيات والاقتراحات

- زالة أي حواجز من شأنها أن تثني الشباب عن الذهاب إلى المؤسسات التعليمية، مثل عدم وجود وسائل نقل ملائمة في المناطق النائية والشعور بعدم الأمان على طول الطريق.
- التصدي للعنف والأعمال العدائية بين التلاميذ وحتى بين المعلمين والمتعلمين.
- دعم نموذج التعليم المتمحور حول طرق التدريس البديلة القائمة على الحوار والنقاش.
- تجديد الهياكل التعليمية والبحثية لتمكين المعلمين من استخدام أدوات التعلم عبر الإنترنت والوسائط الرقمية.
- التقليل من ساعات التدريس والتشجيع على اكتساب مهارات جديدة وتحسين تركيز المتعلمين أثناء الدروس.
- دعم التعليم غير الرسمي والاستثمار في فضاءات التعلم المفتوحة لبناء قدرات الشباب في مجال التعليم الصحي والبيئي وتنفيذ الأنشطة الثقافية والفنية.
- الاعتراف بعمل الشباب خارج أوقات المدرسة كفضاء للتعلم غير الرسمي، كما ينبغي الاعتراف بالمهارات والقدرات المكتسبة من خلال هذه الأنشطة وإقرارها.
- توسيع وتعميق التعاون بين مؤسسات التعليم الرسمي والجمعيات الشبابية والمنظمات غير الحكومية والمبادرات العفوية، وغيرها من أوجه التعاون المماثلة.
- إعادة تأهيل التكوين المهني لسد الفجوة بين التعليم العالي وواقع سوق الشغل.
- الاستثمار في التعليم الرقمي والمعلوماتي من أجل كسب رهان الحداثة.

# الحق في التعليم

## 1. المعاينة والتحليل

يعد التعليم أحد حقوق الإنسان المضمنة في أهداف التنمية المستدامة والتي تحوم حولها العديد من الإشكاليات والتي يعتمد التمتع بالعديد من الحقوق الأخرى عليها. ويتجاوز نطاقه مجرد تحضير الشباب لمتطلبات سوق الشغل، بل يشكل الأساس الذي يقررون من خلاله مصيرهم ويوفر لهم فرصاً للمشاركة في الحياة الاجتماعية والسياسية ويعزز التنمية الشخصية.

لقد فقدت المدارس العمومية في تونس مكانتها كمصعد اجتماعي وضمانة للتضامن والتماسك الاجتماعي. ويختلف معدل الانقطاع عن التعليم حسب اختلاف المراحل التعليمية، إذ يصل إلى 2.8 في المائة في المرحلة الابتدائية و26.8 في المائة في المرحلة الثانوية (الدورة الثانية).<sup>1</sup> وتُفسر عدة أسباب هذا العدد الكبير من المنقطعين عن التعليم، أهمها الأسباب المالية و/أو العائلية وتدهور جودة التعليم. وهو ما يعكس تشويه سمعة النموذج التعليمي التقليدي القائم على النجاح الفردي.

تُشكّل الفجوة بين متطلبات سوق الشغل ونظام التعليّ مواقف مؤلماً على مستوى التعليم العالي، الأمر الذي يجعل لجامعة التونسية تعرف بإنجاحها لخريجين عاطلين عن العمل. « يمكن 7 في المائة فقط من الشباب من إكمال انتقالهم نحو وظيفة لائقة. ويعتبر الانتقال بطيئاً للغاية، حيث يستغرق في المتوسط 26.5 شهراً لإيجاد وظيفة مستقرة و21 شهراً لبعث مشروع مستقلمرض (وفقاً لمسح الانتقال نحو الحياة النشطة (ETVA) (...)). ومن المفارقات أن متوسط وقت الانتقال إلى عمل مؤقت لائق يستغرق وقتاً أطول (36.8 شهراً)».<sup>2</sup>

يشكل نقص الفرص الاقتصادية في سوق شغل الشباب والافتقار إلى التنمية الاجتماعية الشخصية للشباب مصدراً لليأس.

يهدد فقدان الثقة في التغيير السياسي من جانب الشباب المسار الديمقراطي في تونس. ويحاول الشباب التونسي مغادرة البلاد بحثاً عن فرص أفضل في الخارج. ويتوخى الشباب هذا المسعى بصورة قانونية وغير قانونية على حد سواء، مما يتسبب في هجرة هائلة للأدمغة ولليد العاملة.

واستناداً إلى هذه المعطيات القليلة، تنطلق هذه الوثيقة من حقيقة وجود عدد من السياسات في تونس تهدف إلى تحسين وضع الشباب، لكنها لا تزال متناثرة للغاية، فضلاً عن عدم استشارة الشباب بانتظام وباستمرار في تنفيذ ورصد السياسات التي تهمهم.<sup>3</sup> ويشمل ذلك عدم وجود سياسة وطنية شاملة للشباب مصممة وُمنفذة بالتشاور مع الشباب بطريقة شاملة وتشاركية. وعموماً، يقتضي إعداد سياسة عمومية خاصة بالشباب وجود بيانات قائمة على الأدلة وموثوقة وإحصاءات محيئة ومصنفة حسب العمر وموجهة نحو الشباب. وتقتصر هذه الورقة البيضاء اتباع مقاربة نوعية قائمة

1 المعهد الوطني للإحصاء، MICS. 2018. <http://ins.tn/sites/default/files/2021-03/Education-snap-A4.pdf>  
2 Mongi Boughzala, Abderrahmen El Lagha Ines Bouassida et Mondher Ferjani, Les inégalités en Tunisie, Papier de recherches 2020  
3 OCDE, Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie, programme MENA-OCDE pour la gouvernance, février 2018

الحق في التعليم

• تعزيز التنمية الاقتصادية الجهوية من خلال إنشاء الأسواق المحلية والتعاونيات وأنظمة الإنتاج والاستهلاك الدائرية لخلق بدائل للتعويل على الصناعات الاستخراجية للموارد. فضلاً عن نشر التربية البيئية وتنظيم حملات تحسيسية داخل المؤسسات التعليمية ووسائل الإعلام وغيرها من أشكال التعليم غير الرسمي (على سبيل المثال في سياق الجمعيات) ودعم مبادرات منظمات المجتمع المدني للمساهمة في زيادة وعي الشباب بضرورة تطوير أنماط حياتهم وأنشطتهم الاقتصادية الحالية. وتهم هذه المسألة أيّضا القطاع الخاص (المنتجون والتجار، وغيرهم من أصحاب المهن الأخرى).

• معالجة مسألة الديون العمومية طويلة الأجل لتمويل ميزانية الدولة ودفع رواتب الموظفين العموميين على حساب الاستثمار العمومي، الذي يُعد أحد المسكنات للأزمة المالية الحالية وعبئاً على الأجيال القادمة التي سيطلب منها سدادها غالباً بمعدلات مرتفعة نسبياً. وهكذا يجب أن تخضع هذه القروض لـ«بند الجيل القادم» من أجل قياس آثارها.

• إجراء تدقيق لتأثير الديون العمومية على «الجيل القادم» لتحديد مسؤولية الجيل الحالي.



## 2. التوصيات والاقتراحات

- دمج التنمية المستدامة، كمبدأ أساسي، في السياسات العمومية المختلفة.
- إعداد وتنفيذ سياسات التنمية البيئية والاقتصادية بطريقة شاملة وتشاركية ومفتوحة تشمل جميع الشباب، وخاصة أولئك الذين ينتمون إلى أفقر الطبقات الاجتماعية والأكثر عرضة للآثار السلبية لتغير المناخ.
- إيلاء الأولوية القصوى لحماية المناخ والحد من انبعاثات ثاني من خلال السياسات العمومية.
- التخلي تدريجياً عن الوقود الأحفوري والاستثمار في الطاقات الخضراء.
- إنشاء وظائف جديدة للشباب من خلال اقتصاد مستدام.
- تقديم حوافز للشباب للاستثمار في الطاقات المتجددة من أجل تأمين إمدادات الطاقة وتقليص الديون الخارجية وخلق مواطن شغل في قطاعات جديدة.
- زيادة حجم الاستثمار المخصص لمراكز رسكلة النفايات على وجه السرعة، من خلال جملة أمور منها التعاون الدولي. • حظر بعض المواد الملوثة (البلاستيك والمواد المختلفة من قطاع البناء وما إلى ذلك) وتشجيع الترويج للبدائل القائمة على المواد المتجددة من أجل التقليص من النفايات.
- الاستثمار في التكنولوجيات التي تقلل من استهلاك المياه في الفلاحة.
- إحداث محكمة بيئية<sup>1</sup> أو على الأقل دوائر بيئية متخصصة وتعيين قضاة متخصصين في المسائل البيئية أو تدريب القضاة بشكل أفضل على التحديات البيئية والمناخية.
- تطبيق القوانين التي تحمي البيئة وفرض عقوبات على عدم الامتثال للقوانين بغرامات مناسبة.
- مراجعة نظام العقوبات المنصوص عليه في المجلة الجزائية (الفصل 315)، والذي ينطبق في حالة رفض السلطات تنفيذ العقوبات، لا سيما تلك المتعلقة بالجرائم البيئية (على سبيل المثال، مصبات النفايات غير القانونية، وتهريب النفايات، والصيد غير المشروع للحياة البرية التونسية، وحرائق الغابات المتعمدة، وما إلى ذلك) من أجل مكافحة الإفلات من العقاب.
- اتخاذ إجراءات ضد التلوث الناجم عن الصناعة، بما فيها المؤسسات العمومية.
- الترويج للسياحة البيئية والسياحة الطبية والسياحة البديلة، وهي نماذج مختلفة عن السياحة الجماعية شديدة التلوث التي تتركز في عدد قليل من المناطق الساحلية. ويجب أن تتمتع هذه المنتجات السياحية البديلة بحوافز جبائية لخلق مواطن شغل جديدة وصديقة للبيئة لفائدة الشباب.
- تعزيز تقنيات الديمقراطية التشاركية على المستوى المحلي من أجل ضمان تبني الشباب للمسألة البيئية وتحدياتها. بالإضافة إلى إشراك السكان المحليين في صنع القرار البيئي من أجل الاستجابة للخصوصيات والتحديات المحلية.
- تطبيق الإدارات لمبدأ التدبير الحر دون انتظار مراجعة مجلة الجماعات المحلية.

# حقوق الأجيال القادمة - البيئة

## 1. المعاينة والتحليل

يشعر جزء مهم من الشباب بالقلق ازاء التهديدات تجاه مستقبلهم والتي قد تحكم مستقبل أطفالهم، وذلك في ظل تدهور البيئة بسبب التلوث. علاوة على ذلك، يعاني الأطفال والشباب بالفعل من عواقب النظام الاقتصادي الذي لا يتوافق مع البيئة على نحو يؤدي إلى تغير المناخ، وفقدان التنوع البيولوجي، وتدهور التربة وتدمير المواطن الطبيعية، وما إلى ذلك. وفيما يتعلق بالتغير المناخي الذي لا تسلم منه تونس، يعتبر التكيف مع المناخ أكثر أهمية من الحد من الانبعاثات. ويعطي الموقع الجغرافي لتونس بوجودها في البحر الأبيض المتوسط، بين المناطق المعتدلة في نصف الكرة الشمالي والمناطق الاستوائية، تبايناً مناخياً خاصاً. هذه السمة تجعل تونس بلدًا ضعيفًا بشكل خاص أمام الآثار الواقعة والمحتومة للتغير المناخي.

في مجال الطاقة، ماتزال تونس تستخلص طاقتها بشكل شبه حصري تقريبًا من الوقود الأحفوري غير المتجدد والملوث. وذلك على الرغم من أن البلاد تزخر بالعديد من البدائل لإنتاج الطاقة المتجددة، الأمر الذي يستدعي بشكل متزايد اتباع سياسية عمومية في هذا الشأن. فتونس هي أيضًا واحدة من المصدرين الرئيسيين في العالم للأسمدة الفوسفاتية التي يتم استخراجها في منطقة قفصة ومعالجتها في قابس وصفاقس. ويعاني سكان هذه المدن من مشاكل صحية خطيرة يرجع سببها في المقام الأول إلى تلوث الهواء وتلوث المياه نتيجة لمختلف أشكال النفايات التي تولد عن الأنشطة الصناعية.

أخيرًا، تختنق المدن والمناظر الطبيعية والسواحل والشواطئ التونسية تحت كتل النفايات الصلبة والسائلة، ولا سيما النفايات البلاستيكية، مما يشكل خطرًا على صحة السكان وسلامة المواطن الطبيعية والإمكانات الاقتصادية للسياحة.

بالإضافة إلى الاهتمام الأساسي بالحقوق البيئية، فإن حقوق الأجيال القادمة تشمل أيضا الحق في التنمية والحق في الغذاء والماء. ناهيك عن حقيقة أن الفلاحة التونسية تستهلك ثلاثة أرباع احتياجات المياه في البلاد وتفتقر الإدارة الحالية للمياه في تونس إلى متطلبات العقلانية والاستدامة.

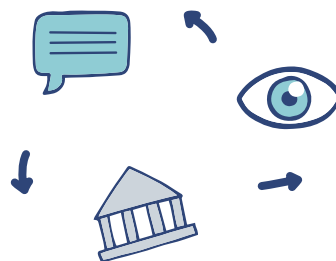
تتمثل مسؤوليات الأجيال الحالية المتعلقة بالحماية الشاملة لاحتياجات ومصالح الأجيال الحالية والقادمة فيما يلي:

- الحفاظ على ما هو موجود بالفعل من تراث ثقافي مادي وغير مادي.
- ترشيد استخدام وإدارة الموارد الطبيعية الموجودة، بما فيها المياه والتربة والطاقة والتنوع البيولوجي، على غرار التنوع الجيني.
- الامتناع عن الاستيلاء على جميع الموارد الطبيعية وتبديدها.
- تطوير الموارد الحالية من خلال البحث عن موارد جديدة للأجيال القادمة

**حقوق الأجيال القادمة - البيئة**

## 2. التوصيات والاقتراحات

- تّمين ودعم مختلف أشكال المشاركة الطوعية للشباب من خلال تخصيص الموارد الفنية والبشرية والمالية للهياكل الإشرافية من أجل تشكيل رافعة حقيقية للنهوض بالكفاءات.
- ضمان التشاور طويل الأجل بين مختلف المنظمات الشبابية والجهات الفاعلة الحكومية.
- التخلي عن ثقافة المركزية من قبل صناع القرار المحليين المتمثلة في استدعاء الشباب إلى الاجتماعات الرسمية في مقر البلدية لصالح الممارسات الجديدة.
- تنظيم حملات مناصرة تحمل رسالة «البلدية للشباب» من أجل المساعدة في نشر ثقافة جديدة.
- ترسيخ الديمقراطية التشاركية من خلال التشاور واتخاذ قرارات مشتركة وليس فقط الاستشارة والإعلام.
- تعزيز التربية المدنية والسياسية منذ سن مبكرة باستخدام أساليب التدريس الإبداعية والممارسات المناسبة، وليس في شكل الدروس النظرية، من أجل تعزيز الروح المدنية بين الشباب التي تشجعهم على المشاركة بشكل أفضل في الحياة السياسية والمدنية.
- الاستثمار في البنية التحتية لربط المناطق المهمشة في البلاد والمناطق المحيطة بها بالمراكز الحضرية. • اتخاذ تدابير لتحسين نفاذ السكان المهمشين إلى الفرص التعليمية والاقتصادية وإدماجهم في المجتمع من أجل المشاركة النشطة.
- تسهيل النفاذ على نطاق واسع إلى الإنترنت لتعزيز إضفاء الطابع الديمقراطي على المعلومات وتعزيز المشاركة في النقاشات، بما في ذلك على وسائل التواصل الاجتماعي.
- تسريع رقمنة الإدارة العمومية لتسهيل التواصل بين المواطنين والسلطات. • بناء قدرات الشباب، لا سيما في المناطق الأقل حرماناً، من خلال التعليم الرسمي وغير الرسمي، لتنظيم ندوات عبر الإنترنت ودورات تكوينية عبر الإنترنت والبودكاست وأدوات التعلم الإلكتروني الأخرى.
- تعميم وتسهيل النفاذ إلى الإنترنت للشباب الذين يعيشون في المناطق النائية، واتباع مقاربة تفاضلية وفقاً لحالة كل فئة من فئات الشباب من أجل تعزيز إضفاء الطابع الديمقراطي على المعلومات وتعزيز المشاركة في النقاشات، بما في ذلك على وسائل التواصل الاجتماعي.
- الاستثمار في تكوين الشباب على استخدام الأدوات الرقمية وتقييم صحة المعلومات المستهلكة عبر الإنترنت من أجل التصدي إلى الأخبار المزيفة والاستقطاب من قبل المنظمات المتطرفة.
- تنفيذ سياسات عمومية تراعي المشاركة الفعّالة والمستدامة للفئات المهمشة لترسيخ أسس جمهورية تضامنية حقيقية.
- ضمان الحصول على الخدمات العمومية الحيوية في سياق ظروف متساوية لجميع الفئات الاجتماعية مع اقرار جلسات تشاركية وجوبية دورية لتقييم الخدمات واقرار السبل الكفيلة بتحسينها.





# الحق في المشاركة

## 1. المعاينة والتحليل

تعني المشاركة أنه يجب على الشباب أن يكونوا قادرين على المشاركة في القرارات والمسارات التي تهمهم وتشكل حياتهم بشكل مباشر. وتحقيقاً لهذه الغاية، يجب على جميع شرائح السكان (الشباب والكبار والمسنين) تجميع إمكاناتهم والعمل بطريقة متضافرة لضمان ملكية الشباب لوسائلهم ومستقبلهم. وتسهم مختلف مستويات المشاركة ودرجاتها (المشاركة في صنع القرار وتقرير المصير) في التمكين والملكية والمساءلة، الأمر الذي من شأنه أن يحد من مخاطر استغلال الشباب لأغراض سياسية.

يعزى تدني نسبة المشاركة السياسية في الانتخابات المحلية لسنة 2018، التي تقدر بنحو 33.7 في المائة<sup>1</sup> والتي تدل على خطورة الأزمة السياسية الناجمة عن عوامل معقدة وغير متجانسة إلى حد كبير، إلى حقيقة أن المقاربة التشاركية، على النحو الذي يتبعها من خلاله العديد من صناعات القرار المحليين، تختزل في جانبها الإجرائي بحيث لا تعكس قناعة سياسية بمدى نفعها. وتنفذ بعض البلديات هذه المقاربة من خلال إشراك الشباب فقط بغرض الحصول على المنح من الحكومة المركزية.

تبلغ نسبة الشباب الذين انضموا إلى المجالس البلدية 37.16 في المائة من مجموع عدد الممثلين المحليين المنتخبين على الصعيد الوطني. ومن ناحية أخرى، فلقد انخفضت هذه النسبة على ضوء استقالة العديد من المسؤولين المنتخبين بسبب عدم مشاركتهم في إدارة البلدية<sup>2</sup>.

خلال الانتخابات الرئاسية لسنة 2019، ساهمت حركة شبابية واسعة معادية للطبقة السياسية الحاكمة بشكل كبير في صعود السيد «قيس سعيد» إلى السلطة. وكانت نسبة المشاركة مرتفعة نسبياً في الدورة الثانية من الانتخابات الرئاسية، حيث بلغت 57.8 في المائة.

يتمتع العديد من الشباب الذين يشاركون في مسارات صنع القرار في منظمات المجتمع المدني (على سبيل المثال في الجمعيات المحلية والنوادي الجامعية والكشافة ونوادي المسرح وما إلى ذلك) بمهارات تطوعية وعملية قوية.

تمثل النساء 50 في المائة من السكان التونسيين، وغالباً ما تكون عاطلات عن العمل، ويفتقرن إلى الموارد الاقتصادية الملائمة وأقل تمثيلاً في هيئات صنع القرار، مثل المجالس البلدية<sup>3</sup> والبرلمان.

وبالمثل، يعاني الأشخاص ذوو الإعاقة من الإقصاء، لا سيما في الأماكن العامة. ومن المفارقات أن العديد من المباني الجديدة لا تزال قيد الإنشاء دون إمكانية نفاذ لمستخدمي الكراسي المتحركة. كما يتعذر نفاذهم إلى وسائل النقل العمومي في كثير من الأحيان.

1 انظر [www.isie.tn](http://www.isie.tn)

2 انظر Bassem karray et Anis Masmoudi, rapport d'audit genre des collectivités locales, League des Electrices tunisiennes, 2021 <https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/50> <https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/51>

وتقرير عن حالة الديمقراطية المحلية في بلدية أريانة، المنظمة الدولية للتقرير عن الديمقراطية، 2020.

3 لا ترأس النساء سوى 70 بلدية من مجموع 350 بلدية. انظر لمزيد من الاستنتاجات حول انضمام النساء إلى البلديات

Bassem karray et Anis Masmoudi, rapport d'audit genre des collectivités locales, League des Electrices tunisiennes, 2021. <https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/50> <https://liguedeselectricestunisiennes.com.tn/ar/ressources/etudepdf/51>

**الحق في المشاركة**

• أولاً، مراعاة احتياجات واهتمامات الشباب أنفسهم. وذلك من أجل بلورة سياسة منسقة مع الشباب وليس سياسة قائمة على وجهات نظر الكهول إزاء الشباب، لكي تكون بمثابة بناء جماعي أكثر ديمقراطية تعتبر الشباب أنفسهم أطرافاً فاعلة ذات معارف وكفاءات.

• ثانياً، لا يمكن أن تقتصر سياسة الشباب على مجال واحد. بل على العكس من ذلك، فإن الشباب يتخطون جميع المجالات (مثل الصحة والتعليم والعمل، وما إلى ذلك). وتُعد شمولية سياسة الشباب نتيجة منطقية لتقاطع الحقوق المتعلقة بالشباب.

وعلى نفس المنوال، يجب أن تراعي السياسات العمومية الأخرى الشباب من خلال إدراج «بند خاص بالشباب» يتألف من تقييم للآثار المترتبة عن هذه السياسات على الشباب أثناء مسار صياغتها<sup>4</sup>. حيث تعتبر دراسة «التأثير المترتب على الشباب» لأي سياسة عمومية أمر ضروري لقياس آثارها على الشباب. وهو ما سيؤدي حتماً إلى امتلاك الشباب بقوة لمختلف السياسات العمومية وتحسين التزامهم بتنفيذها.

#### 4. من أجل سياسة للشباب تُركز على زمتهم بالشباب بحقوقهم وممارستها بصورة كاملة ومستدامة :

تهدف حقوق الشباب إلى حماية الشباب وضمان رفاههم. وتغطي ترسانة الحقوق مختلف فئات الحقوق المدنية والسياسية، والحقوق الاجتماعية والاقتصادية، مثل الحق في العمل والحق في الحماية الاجتماعية، وحقوق الأجيال القادمة والحق في بيئة سليمة.

ويشكل تمتع الشباب بحقوقهم وممارستهم الكاملة لها جزءاً من تمكينهم وتوليهم المسؤولية. حيث يجب أن يتمتع الشباب في تونس بنفس الفرص ونفس الظروف لممارسة حقوقهم مثلهم مثل الشرائح الأكبر منهم سناً. كما يجب ألا يكون السن عاملاً من عوامل التمييز في إعداد السياسات الخاصة بالشباب. وبالمثل، يجب استبعاد جميع أشكال التمييز الأخرى، مثل النوع الاجتماعي والدين والخلفية الاجتماعية الاقتصادية. ولذلك، فمن شأن اتباع مقاربة شاملة إزاء الحقوق أن يُسهم في الحد من جميع أنواع التمييز.



سياسة جديدة  
للشباب في تونس

4 في كندا، يجب أن يتضمن أي تقرير تقدمه إدارة وزارية تقييماً لأثرها على الشباب قبل إحالته إلى المستوى الحكومي. منظمة التعاون والتنمية في الميدان الاقتصادي. Pour un meilleur engagement de la jeunesse dans la vie publique en Tunisie. برنامج الحكمة في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا ومنظمة التعاون والتنمية في الميدان الاقتصادي، فيفري 2018.

الشباب بانتظام وباستمرار في تنفيذ ورصد السياسات التي تهمهم<sup>3</sup>. وتقترح هذه الوثيقة اتباع مقارنة نوعية قائمة على حقوق الإنسان في إعداد سياسة خاصة بالشباب. حيث تعتمد هذه المقاربة أيضًا من قبل الهيئات الدولية (الأمم المتحدة على وجه الخصوص)، كما يتم التذكير بها من قبل أهداف التنمية المستدامة.

## 2. أهداف هذه الوثيقة :

تهدف هذه الوثيقة إلى تقديم رؤية إنسانية عند تطوير محتوى السياسة المتعلقة بالشباب. وتحقيقًا لهذه الغاية، تتمثل المقاربة المتبعة في جمع اقتراحات وأفكار الشباب من أربع جهات في تونس (بنزرت وتونس الكبرى والقصرين و صفاقس) ومختلف الجهات الفاعلة في المجتمع التونسي من أجل نقلها إلى صناع القرار السياسي التونسي، بما في ذلك وزارة الشباب والوزارات الأخرى والهيئات المعنية بالمواضيع المتعلقة بالشباب.

• **تركز هذه الوثيقة على عدد من الحقوق التي ترتبط ارتباطًا وثيقًا بالشباب (على الرغم من أن جميع حقوق الإنسان ذات صلة بهم) ولها تأثير مباشر عليهم. وترتبط جميع فصولها ببعضها البعض إلى درجة أنه لا يمكن التداخل فيما بينها. وعلى هذا الأساس، تأخذ هذه الوثيقة في عين الاعتبار تقاطع وتشابك جميع المجالات التي لا ينبغي تحليلها بطريقة معزولة وغير مرجعية.**

• **وبالنسبة لآفاقها، فسيتم تحديث هذه الوثيقة بانتظام. والدعوة مفتوحة لشباب المناطق التونسية الأخرى ولأعضاء مختلف منظمات المجتمع المدني التونسية والخبراء وصناع القرار المحليين وغيرهم لإثراء هذه الوثيقة لينضموا بذلك إلى الشباب الذين يشاركون في أنشطة مشروع "شارك"!". وفي هذا المستوى، فلقد تم إعداد هذه الوثيقة بالتعاون مع شباب مشروع «اربح حياتك» (2019-2022) وشركاء من المجتمع المدني التونسي.**

• **من تستهدف هذه الوثيقة؟ تستهدف هذه الوثيقة الجهات الفاعلة العمومية، بما فيها في المقام الأول وزارة الشباب والرياضة، المسؤولة عن صياغة السياسات المتعلقة بالشباب وتنفيذها. كما تستهدف أيضًا الوزارات الأخرى، مثل وزارات التربية، ووزارة التعليم العالي والبحث العلمي، ووزارة التشغيل والتكوين المهني، التي تتقاسم جميعها مسؤوليات مختلفة. وبالإضافة إلى هذه الهياكل المركزية، تشارك شبكات دور الشباب ودور الثقافة في تنفيذ سياسة الشباب وهي مدعوة إلى التكيف مع الاحتياجات المتغيرة للشباب.**

## 3. ما هي سياسة الشباب ؟ :

تهدف سياسة الشباب إلى تحسين الواقع المعاش. وتطمح إلى تعزيز تنمية الشباب كشخصيات مستقلة قادرة على أن تعيش حياة مستقلة ومسؤولة، وكذلك قادرة على استخدام إمكانياتها الإنتاجية والإبداعية لفائدة مجتمعاتها المحلية والمجتمع التونسي ككل. كما تهدف سياسة الشباب أيضًا إلى مساعدة الشباب على التكيف مع متطلبات مرحلة «الشباب» من الحياة وعلى الانتقال إلى حياة الكهول من خلال تنظيم الروابط الاجتماعية والحوار بين الأجيال.

وهكذا، فإنه لا يمكن تعريف سياسة الشباب بشكل نهائي، ولكن يجب وصفها من حيث أهدافها ومساراتها. ويجب أن تبني صياغتها وتنفيذها على أساس ما يلي:

<sup>3</sup> منظمة التعاون والتنمية في الميدان الاقتصادي، تحسين مشاركة الشباب في الحياة العامة في تونس، برنامج الحوكمة في منطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا ومنظمة التعاون والتنمية في الميدان الاقتصادي، فيفري 2018.

## مقدمة

تتعدد تعريفات « الشباب » استناداً إلى مجموعة من المعايير التي تميّز انتقال الفرد من مرحلة المراهقة إلى مرحلة البلوغ.

تُحدد الأمم المتحدة عمر الشباب بين 15 و24 سنة. ووفقاً للقانون الفنلندي (2006)، فإن عمر الشباب يتراوح بين 0 و29 سنة<sup>1</sup>. ويُحدد ميثاق الشباب الأفريقي الذي صادقت عليه الدولة التونسية عمر الشباب بين 15 و35 سنة. ويُمكن تفسير اتساع هذه الشريحة بأسباب ثقافية أو بالوقت الأطول اللازم للشباب لتحقيق الاستقلال الاقتصادي. حيث يعد هذا الأخير عنصراً أساسياً في مرحلة البلوغ.

إذا ما نظرنا في الشريحة العمرية بين 15 و35 سنة، فسنجد أن الشباب يمثلون ما يقرب من ثلث السكان في تونس. ولقد كانت هذه الشريحة في مقدمة الثورة التونسية بشكل، واسع ورفعت الرسالة الثورية بصوت عال وواضح: «الشغل والحرية والكرامة». ولقد أطلقت الثورة مسار انتقال ديمقراطي وأتاحت للتونسيين انتخابات حرة والتمتع بطيف من الحقوق والحريات وممارستها، مثل حرية التعبير، وتشكيل الأحزاب السياسية والجمعيات، وغيرها من الحقوق، غير أن العديد من الشباب لا يزالون يعبرون عن عدم رضاهم بعدم تكريس هذه الرسالة الثورية.

### 1. السياق :

تمر تونس بفترة من التقلبات الاقتصادية المستمرة منذ الثورة في عام 2011. كان معدل التضخم السنوي جد مرتفع قبل أن يصل في جانفي 2024 إلى 7.8%، وهو أدنى مستوى منذ ماي 2022. على الرغم من انخفاض طفيف إلى 16.2% في نهاية عام 2022، يظل معدل البطالة الوطني مرتفعاً للغاية. تؤثر البطالة بشكل غير متناسب على النساء (23.2%) والشباب. تقريباً 40% من الشبان الذين تتراوح أعمارهم بين 15 و24 عاماً يعانون من البطالة، وهو ما يشكل بيئة خصبة للإحباط الاجتماعي. نتيجة لنقص الفرص في القطاع الرسمي، انضم 44.8% من العمال (38.3% خارج الزراعة) إلى الاقتصاد غير الرسمي في عام 2019، ويكون عمومًا هذا المجال غير مستقر وغير منظم. تؤثر هذه الوضعية بشكل خاص على الشباب.

لقد استخدمت تونس بشكل متكرر ومتزايد القروض التي منحتها إياها المنظمات المالية الدولية، لتغطية النفقات العمومية الأساسية، ولا سيما تلك المتعلقة بمرتبات الموظفين العموميين، على حساب الإنفاق الاستثماري (خاصة في قطاعات الصحة والتعليم والبنية التحتية). وهو ما أدى إلى زيادة حادة في نسبة الدين الخارجي للبلاد<sup>2</sup>.

واستناداً إلى هذه المعطيات، تنطلق هذه الوثيقة من حقيقة وجود جملة من السياسات في تونس التي تهدف إلى تحسين وضع الشباب، إلا أنها ما تزال مبعثرة. وبالإضافة إلى ذلك، لا تتم استشارة

1 انظر <https://www.oecd-ilibrary.org/sites/624e58e4-fr/index.html?itemId=/content/component/624e58e4-fr>  
2 ارتفع الدين العمومي وفقاً للبنك الدولي من 72 في المائة من الناتج الداخلي الخام في سنة 2019 إلى 87 في المائة في سنة 2020، وهو أعلى بكثير من معيار عبء ديون الأسواق الناشئة البالغ 70 في المائة من الناتج الداخلي الخام

<https://www.banquemoniale.org/fr/country/tunisia/overview> | <https://www.banquemoniale.org/fr/country/tunisia/overview#1>

# الفهرس

53	<b>مقدمة</b>
53	1. السياق :
52	2. أهداف هذه الوثيقة :
52	3. ما هي سياسة الشباب ؟ :
	4. من أجل سياسة للشباب تُركز على تمتع الشباب بحقوقهم وممارستها
51	بصورة كاملة ومستدامة :
49	<b>الحق في المشاركة</b>
49	1. المعاينة والتحليل
48	2. التوصيات والاقتراحات
46	<b>حقوق الأجيال القادمة - البيئة</b>
46	1. المعاينة والتحليل
45	2. التوصيات والاقتراحات
42	<b>الحق في التعليم</b>
42	1. المعاينة والتحليل
41	2. التوصيات والاقتراحات
38	<b>حقوق الشابات في مواجهة العنف الاجتماعي</b>
38	1. المعاينة والتحليل
37	2. التوصيات والاقتراحات
35	<b>الحق في العمل والتنمية الجهوية</b>
35	1. المعاينة والتحليل
35	2. التوصيات والاقتراحات
32	<b>الحق في الكرامة والسلامة الجسدية أثناء تتبعات الشرطة</b>
32	1. المعاينة والتحليل
32	2. التوصيات والاقتراحات

نُشر بواسطة: مؤسسة هاينريش بول، تونس

العنوان: سياسة جديدة للشباب في تونس



الترخيص: CC BY-SA 4.0

تاريخ النشر: جوان 2023

يمكن تنزيل الكتاب من [Sharek-tn.org](http://Sharek-tn.org)



# سياسة جديدة للشباب في تونس

إصدار جوان 2023

